

[Text]

**Mr. Beatty (Joint Chairman):** No, but we are uniquely fortunate in that Mr. Baillie was involved in the drafting of that act and can give us some insight into the reasons for doing what they did.

**Mr. Bernier:** One question which might also be helpful when the committee further discusses the matter is: Would Mr. Baillie agree that if Eldorado Nuclear is a company under the Atomic Energy Control Act, the Governor in Council could not transfer the shares from the Minister of Energy to CDIC.

**Mr. Baillie:** At the risk of Senator Godfrey asking "How do I distinguish" again, I would be glad to elaborate. Interestingly there was a prior example of a case where the shares of Eldorado were transferred and then transferred back. When the Honourable George Hees was Minister of State, for reasons of which I am unaware, the government in which he was a minister decided that he should hold the shares of Eldorado Nuclear. As a drafting technique, it is interesting to me what was done at that time. An order was adopted under the transfer of duties act that made him the minister with respect to Eldorado for purposes of the act. Then the shares were transferred. I do not think I want to comment on the validity of that action but it is interesting that the problem arose before and that it was handled in that way. Putting that procedure aside and looking at section 10, I would agree with Mr. Bernier that it would be inappropriate for that transfer to be effective in that context.

**Mr. Bell:** It might be helpful to add one other set of observations, as someone who sits on that board and works with that company. The essential ingredient of a company under the Atomic Energy Control Act is that it is automatically an agent of Her Majesty by coming under that act. Eldorado is made an agent of Her Majesty by the Government Companies Operations Act, by a separate declaration through a separate statutory provision, in order to make it an agent, because it was not considered in law to be an agent. Ultimately, under the act, it would not have been necessary to do that. If it were a company under the act it would, by law, be an agent.

Second, all directors and, I believe, officers of the company would be required to take an oath of secrecy, if the company were a company under the act. No such provision has ever been implemented in the years of the existence of Eldorado as a government company.

Third, as I read the legislation, the purpose of being a company under the act is to permit the minister to transfer some of his powers to the company. There are no examples of which I am aware—and I have asked—of any powers of the minister having ever been conferred or transferred to or exercised by Eldorado.

Thus, what one looks to under the act as indices of its being treated as a company under the act—the reason why a company was contemplated under the act—was if the minister chose to use the corporate vehicle for certain things. He has

[Translation]

**M. Beatty (coprésident):** Non, mais nous avons beaucoup de chance en ce sens que M. Baillie a participé à la rédaction de la loi et qu'il peut nous expliquer les raisons de cette façon de procéder.

**M. Bernier:** Une question qui pourrait aussi aider le Comité plus tard est celle-ci: M. Baillie convient-il que si Eldorado Nucléaire est une compagnie en vertu de la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique, le gouverneur en conseil ne peut faire transférer les actions du ministre de l'Énergie à la C.D.I.C.

**M. Baillie:** Au risque d'inciter le sénateur Godfrey à demander de nouveau sur quoi se fonde la distinction, je serai heureux de donner des précisions. Fait intéressant, il y a déjà eu un cas où les actions d'Eldorado ont été transférées puis retransférées. Pour des raisons que j'ignore, lorsque l'honorable George Hees était ministre d'État, le gouvernement a décidé que c'était lui qui devait détenir les actions d'Eldorado Nucléaire. La procédure employée à l'époque est intéressante pour moi du point de vue de la technique de rédaction. Un décret a été adopté conformément à la Loi sur les transferts dans la fonction publique qui lui donnait le titre de ministre responsable d'Eldorado aux fins de la loi. Les actions ont ensuite été transférées. Je ne veux pas me prononcer sur la validité de cette procédure, mais il est intéressant de remarquer que le problème n'est pas nouveau et qu'il a été réglé de cette façon. Si l'on oublie cette procédure et si l'on lit l'article 10, je suis d'accord avec M. Bernier pour dire qu'il ne serait pas opportun de procéder au transfert dans ce contexte.

**M. Bell:** Comme je siége à cette commission et que je travaille pour cette compagnie, il pourrait être utile que j'ajoute une série de remarques. L'essentiel d'une compagnie d'après la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique est que celle-ci devient automatiquement mandataire de Sa Majesté du simple fait qu'elle est assujettie à cette loi. L'Eldorado devient un mandataire de Sa Majesté en vertu de la Loi sur le fonctionnement des compagnies de l'État, par une déclaration distincte relevant d'une disposition législative distincte visant à en faire un mandataire, parce qu'elle n'était pas considérée, en droit, comme tel. Or, en fin de compte, selon la loi, il n'aurait pas été nécessaire d'opérer ainsi. Si Eldorado était une compagnie conformément à la loi, elle serait, de par la loi, un mandataire.

Deuxièmement, tous les administrateurs et, je crois, tous les agents de la compagnie seraient tenus d'être assermentés si la compagnie était une compagnie aux termes de la loi. Or, aucune disposition de ce genre n'a jamais été appliquée pendant toute l'existence d'Eldorado en tant que société d'État.

Troisièmement, si je comprends bien la loi, l'octroi du statut de compagnie conformément à la loi vise à permettre au ministre de transférer certains de ses pouvoirs à cette compagnie. Je me suis renseignée et aucun des pouvoirs du ministre n'a jamais été conféré ni transféré à Eldorado.

Ainsi, parmi les indices permettant de conclure qu'Eldorado est traitée comme une compagnie aux termes de la loi—les raisons pour lesquelles on a envisagé d'en faire une compagnie conformément à la loi—on devrait trouver par exemple que le